

GUIDE DU PARTICIPANT

SimOMC

18ème édition

SOMMAIRE

- ▶ **Déroulement des phases de débats**
- ▶ **Règles d'assemblée générale et de comité**
- ▶ **Glossaire**
- ▶ **Le cas : la COVID-19 et le Monde**
- ▶ **Conclusion générale du cas**

DÉROULEMENT DES PHASES DE DÉBATS

Le guide du participant est primordial au bon déroulement d'une simulation. Il regroupe toutes les informations importantes allant des règles de procédures à la présentation des cas.

Cette simulation a pour objectif de développer les habilités d'analyse, de persuasion et de résolutions de problèmes qui sont nécessaires au parcours professionnel de chacun. Même si le comité organisateur s'assure de la réussite de cette simulation, en réalité, c'est aux participants de s'impliquer et d'adopter un comportement exemplaire.

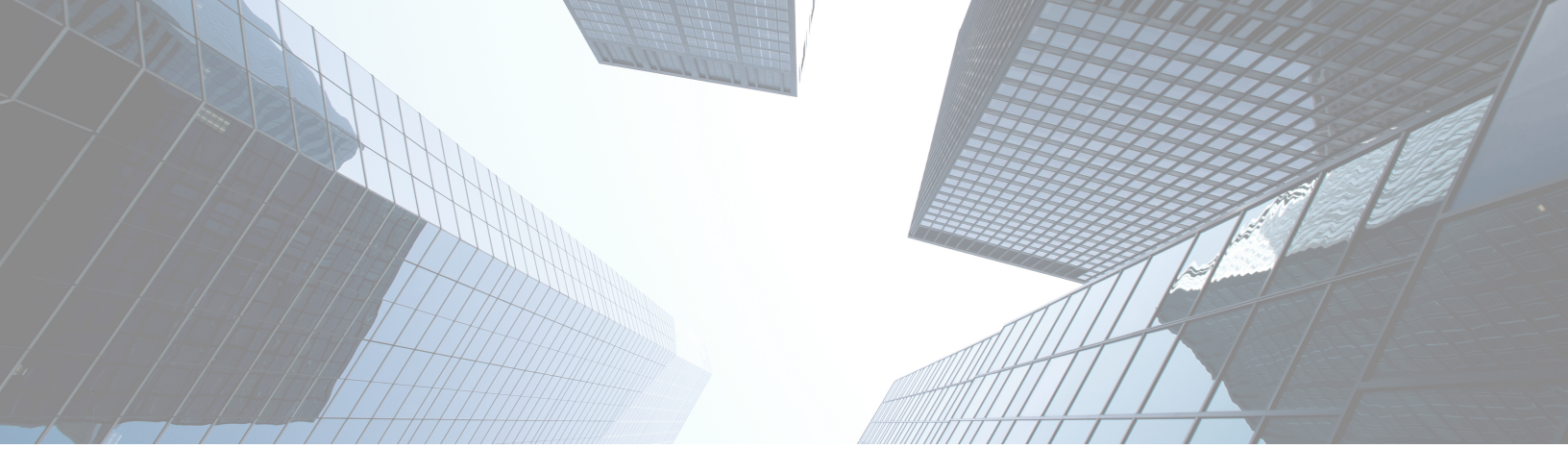
Pour bien jouer le jeu, les délégués doivent bien s'informer sur l'État-membre qui leur est attribué et s'intéresser aux relations économiques qu'il entretient. Aussi, il est nécessaire que les participants prennent conscience de la position de leur pays sur le plan international ainsi qu'au sujet du cas traité. Même si plusieurs informations sont présentées dans les cas plus loin, les recherches des délégués sont indispensables.

RECHERCHE DE VOTRE ÉTAT MEMBRE ET DE VOS SUJETS

Pour cette simulation, les États membres auront à choisir, par un vote à majorité, le sujet qui sera à l'Ordre du jour. Les sujets sont présentés plus loin dans le guide du participant. Pour assurer le bon déroulement de la simulation, les États-membres doivent voter pour un sujet qui les touchent directement et leur semble pertinent à discuter. Par exemple, un État qui prive ses citoyens de leurs droits et libertés ne votera pas pour un sujet favorisant l'application des droits et libertés dans le monde.

LES PLACARDS ET LES NOTES

Le placard est le carton où est inscrit nom du pays. Premièrement, il permet de se faire remarquer lorsque la chaise demande pour des motions. Puisque cette simulation se déroule exceptionnellement virtuellement, il n'y aura pas de placards. À cet effet, les délégués devront modifier leur nom en celui du pays qu'ils représentent. Afin de prendre la parole, le participant devra lever la main avec l'option disposé sur Zoom. Deuxièmement, il sert à voter donc lors des procédures de vote, vous pourrez utiliser la main levée. Pour envoyer des messages à d'autres délégations puisqu'il n'est pas permis de parler à voix haute lors de débat formel vous utiliserez le chat en vous assurant d'envoyer le message à la délégation voulue.



OUVERTURE DE LA SESSION ET RÉGLAGE DE L'AGENDA

Cette année, la simulation se déroulera en ligne, assurez-vous donc d'arriver 5 minutes à l'avance et d'éteindre votre micro tout au long de la cérémonie de présentation. À ce moment, la chaise et les membres du podium vous souhaiteront la bienvenue et vous présenteront la conférence. Ensuite, la chaise ouvrira officiellement la session et les présences suivront.

DÉBAT FORMEL ET DÉBAT INFORMEL

Les débats formels sont nécessaires au bon déroulement de la conférence. La principale fonction du débat formel est de voter sur les brouillons de résolutions. Ainsi, il est possible de partager la position de son pays sur le sujet discuté. De plus, le président en profite pour puiser des informations utiles aux délégués.

L'outil principal du débat formel est la liste des locuteurs. Il s'agit de l'ordre dans lequel les pays sont invités à venir à l'avant de l'assemblée pour livrer leur discours sur le sujet.

Débat formel

- Les règles et procédures sont imposés par la présidence ;
- Les délégués sont à leur siège et attentifs à la conférence ;
- Durant les débats formels, les délégués seront :
 - o Ajoutés à la liste des locuteurs pour faire des discours ;
 - o Soulèveront des points et motions

Débat informel *

- Durant les débats informels ;
- Les règles et procédures ne sont pas imposées par la présidence ;
- Les délégués sont attendus à aller discuter avec les autres délégués sur les sujets du comité ;
- Les délégués doivent être respectueux et diplomatiques ;
- Durant les débats informels les délégués devront :
 - o Travailler sur les travaux en cours ;
 - o Discuter et débattre des sujets ;
 - o Suivre le travail des autres délégués

* IMPORTANT

Considérant la situation, les débats informels auront lieu sur la plateforme SLACK. Sur celle-ci, les délégués sont invités à écrire directement aux autres pays enfin de discuter de leurs idées, de la rédaction de la résolution, des crises [1] et créer des alliances.*

[1] Voir la section sur les crises à la page 13

RÈGLES D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DE COMITÉ

Plusieurs règles sont indispensables au bon déroulement de l'assemblée générale et des comités. Il est alors important que les délégués respectent les règles suivantes afin de se conformer au formalisme de l'assemblée générale.

- 1.** Les délégués se doivent de débiter chaque prise de parole par une formule d'appel de courtoisie. Ex. : « M. le Président, chers délégués, »
- 2.** Lorsque vous prenez la parole il convient de toujours s'adresser à la présidence et non pas à un autre délégué. Ex. : « Monsieur le Président, par votre entremise je souhaiterais revenir sur les propos du délégué représentant le Canada [...] »
- 3.** Pour tous les délégués, il convient de se lever lors de la prise de parole. Il convient aussi pour les hommes de fermer au moins l'un des boutons de leur veston lorsqu'ils se lèvent pour faire un discours. Étant donné la situation en ligne, c'est à la discrétion du délégué s'il veut se lever ou non.
- 4.** Lorsque la présidence prend la parole ou se lève tous les délégués sans exception se doivent cesser leurs conversations et fermer leurs micros.

5.

Si un délégué ne comprend pas une procédure ou les propos d'un autre délégué lors d'un discours, il peut demander un « point d'information ». Ex. : Le délégué se lève alors et peut dire « Monsieur le Président, appel au règlement, je demande un point d'information sur la dernière déclaration du délégué du Royaume-Uni ». Dans le cas d'une simulation en ligne, les délégués sont invités à lever leur main.

6.

Si un délégué se sent lésé ou bien blessé par les propos d'un autre délégué lors d'un discours il peut demander un « point de privilège personnel ». Ex. : Le délégué se lève alors et peut dire « Monsieur le Président, appel au règlement, je demande un point de privilège personnel concernant la dernière déclaration de la délégation de la Chine ».

RÉSUMÉ DES RÉGLEMENTS

Motion	Objectif	Vote	Explication
Point d'ordre	Corriger l'erreur	Aucun	Référer à une règle spécifique
Point d'information	Demander une question	Aucun	Clarifier une procédure ou les propos d'un autre délégué lors d'un discours
Point de privilège personnel	Demander une accommodation	Aucun	Si un délégué se sent lésé ou bien blessé par les propos d'un autre délégué lors d'un discours
Appel à la chaise	Défier l'autorité de la chaise	Majorité	Quand vous n'êtes pas d'accord avec la décision de la chaise sur un point d'ordre
Suspension de la rencontre	Prendre une pause pour une période définie	Majorité	Utilisé pour aller en débat informel
Ajournement de la rencontre	Terminer la conférence	Majorité	Utilisé à la fin de la rencontre pour une fermeture définitive
Ajournement du débat	Terminer le débat sur le sujet sans procédure de vote substantiel	Majorité	Termine les discussions sur le sujet pour passer à l'autre
Fermeture du débat	Voter immédiatement sur les brouillons de résolution	Majorité de 2/3	Termine toutes les discussions sur le sujet actuel. Amène directement en procédure de vote

RÉSUMÉ DES RÉGLEMENTS

Motion	Objectif	Vote	Explication
Vote à l'appel	Au lieu de voter avec les placards, on vote un à un	Aucun	À la discrétion de la chaise
Adoption par acclamation	Adopter une motion unanimement	Aucun	Si un pays est contre, on doit aller en procédure de votes normaux
Régler le temps de parole	Régler ou changer le temps de parole à l'avant	Majorité	Approuvé par le podium
Fermer la liste des locuteurs	Aucun autre locuteur ne pourra être entendu à l'avant	Majorité	Quand il n'y a plus de locuteur, on entre en procédure de vote

ÉCRITURE D'UNE RÉOLUTION

La résolution d'une assemblée est un texte officiel adopté suite au vote d'une majorité des membres de l'Assemblée. La résolution est une déclaration officielle qui veut implanter des actions concrètes dans la gouvernance des États membres sur leur territoire. Dans une simulation de l'OMC, faire adopter une résolution est le but ultime que tous les délégués tenteront d'atteindre.

LES GRANDES ÉTAPES DE LA RÉOLUTION

Notes de l'éditrice

Nous vous conseillons d'ouvrir un google doc ou une plateforme similaire afin d'écrire vos résolutions. Le but est de travailler avec vos alliés, en même temps.

1

LE TRAVAIL EN COURS

Une fois que l'agenda est décidé et que les discussions sur le premier sujet sont entamées, les débats informels sur Slack débiteront et des groupes de délégations commenceront alors à se former et à travailler ensemble sur leur document. Ce document sera par la suite discuté par l'ensemble des États membres en période de débat formel. Les travaux en cours peuvent être soumis à plusieurs corrections avant d'être approuvés comme brouillon par le podium. Un minimum de 20% d'une combinaison de signataires et de sponsors est nécessaire pour qu'un travail en cours soit considéré par la chaise.

Les sponsors sont des États membres qui créent le contenu du travail en cours avec d'autres délégations. Ils peuvent approuver les amendements amicaux. En tant que sponsors, ils se doivent de défendre le contenu du travail en cours devant les autres membres de l'assemblée et sont obligés de voter en faveur de l'adoption de leur document.

Les signataires sont des États membres intéressés à discuter et débattre le contenu de la résolution devant l'assemblée. Ils supportent souvent le contenu mais n'y sont pas obligés. De plus, ils ne sont pas obligés de voter pour un document.

Le travail en cours doit avoir un titre et des clauses préambules et opératives.

Les clauses préambules détaillent le raisonnement et les justifications ou même des faits marquants qui ont mené à l'élaboration de la résolution. Elles ne sont présentées qu'à titre informatif.

Ex : << Attendu que le droit de commercialiser à l'international est reconnu par l'article 5 de ... >>

Les clauses opératives sont le contenu et le cœur de la résolution. Elles sont présentées dans un ordre séquentiel logique et ont une valeur légale. Elles peuvent faire l'objet d'amendements ou de suppression. Le règlement oblique que chaque clause débute par un verbe ayant pour sujet l'assemblée générale

Ex : << Condamne fermement l'embargo de ... >>

2

LE BROUILLON DE RÉOLUTION

On parle de brouillon de résolution quand le travail en cours est accepté par le podium. Le document va alors être analysé et discuté par le reste des membres de l'assemblée. À ce moment, les délégués ont la possibilité de poser des questions et proposer des amendements.

L'amendement est une clarification ou une modification proposée dans un brouillon de résolution. L'amendement peut être amical et dans ce cas il est proposé par quelconque membre du comité et vise à clarifier un point. Si tous les sponsors du document supportent l'amendement, il est automatiquement accepté dans le brouillon de résolution. L'amendement peut aussi être non-amical. Dans cette situation, la modification ne se fait pas voter à l'unanimité des sponsors (le vote est obligatoire dans le cas d'un amendement non-amical).

Le document reste pendant ce temps en attente pour un vote substantiel. Il pourra soit devenir une résolution officielle ou être refusé.

3

LA RÉOLUTION

Une fois que le vote a lieu, si la majorité des délégués votent en faveur du brouillon, ce dernier devient une résolution.

Crise ou crisis

Comparativement à une simple assemblée générale traditionnelle qui se concentre uniquement sur la création d'un consensus collectif sur un sujet précis, les crises se concentrent sur l'action et la réponse rapide des pays.

L'élément déclencheur d'une crise se produit lorsqu'un événement important chamboule le rythme de la simulation et est annoncé publiquement aux délégués. Considérant les conditions en ligne, les annonces seront directement publiées dans le canal désigné dans SLACK. Votre but étant de représenter les intérêts de votre pays durant la simulation, vous devrez faire la même chose lors des crises. Pour ce faire, votre pays pourra prendre une ou plusieurs actions en lien avec la crise annoncée. Pour que vos actions soient considérées comme officielles, vous devrez envoyer un message privé direct au compte choisi [2]. L'équipe responsable des crises, publiera publiquement vos actions si elle évalue celles-ci comme étant pertinente pour le reste de la simulation.

[2] Le username du compte vous sera donné au début de la simulation

De plus, vous pouvez effectuer des alliances avec d'autres pays pour décider des actions que vous poserez en réponse aux crises. Plus les pays sont nombreux à participer dans vos idées, plus elles auront d'impact dans la simulation.

Critères pour gagner

Catégorie	Explication
Rôle	<p>Le délégué incarne les valeurs et les intérêts de son pays désigné.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il prend des décisions et écrit ses résolutions en s'inspirant de ce qui est réaliste et meilleur pour leur pays.
Papier résolution	<ul style="list-style-type: none"> • Écrire des résolutions qui respectent les conditions et les intérêts du pays; • Recevoir le plus de signataires possible sur leur propre résolution;
Délégation	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des discours; • Éloquence; • Attirer l'attention et convaincre l'assemblée de leurs points; • Leadership de la délégation (dirige les conversations, fait de bonnes alliances réalistes, etc.)
Crises	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre rapidement et adéquatement aux événements de crises • Représenter les intérêts et les valeurs de son pays durant la prise de décision et les actions choisies.

GLOSSAIRE

Abstention	Il s'agit d'une option de vote lors d'un vote substantiel. Si un État membre choisi l'option « présent » lors de l'appel, il peut décider de voter pour, contre ou de s'abstenir lors de vote substantiel. Les abstentions ne sont pas considérées lors des comptes des votes. Exemple : si un brouillon de résolution reçoit 30 votes pour, 10 votes contre et 40 abstentions, la résolution passerait car les votes pour sont plus nombreux que les votes contre.
Ajournement de la rencontre	Termine la rencontre jusqu'à la prochaine conférence (fin catégorique de la rencontre)
Ajournement du débat	Termine le débat sur un sujet et sur tous les brouillons de résolution sur ce sujet.
Amendement amical	Amendement proposé par tous les sponsors de la résolution. Ces amendements deviennent automatiquement partis de la résolution.
Appel à la chaise	Une motion pour remettre en cause une décision de la chaise sur une règle. Il s'agit de remettre en cause l'autorité de la chaise.
Brouillon de résolution	Un travail en cours accepté par le Podium et qui est débattu et voté par l'Assemblée pour ensuite devenir une résolution officielle.
Clause opérative	Il s'agit d'actions que suggèrent un groupe lors de l'écriture d'une résolution.
Clause préambule	Ces clauses servent à définir le contexte historique d'événements ou de lois pertinentes pour expliquer une action suggérée dans une clause opérative.
Décorum	Ce terme attrait au respect général par rapport à l'autorité de la chaise, le droit de parler et des procédures dans l'Assemblée.
Débat formel	Il s'agit des périodes de débats et de discussions dans la salle de conférence, sous la supervision du podium et suivant les règles et procédures de la simulation.

Débat informel	Il s'agit des périodes de discussion informelle qui ne sont pas supervisées par le podium. Ces périodes doivent être demandées par motions.
Dilatoire (motion dilatoire)	Une motion est considérée comme dilatoire lorsque la chaise la juge comme non-pertinente ou retardataire.
Droit de répondre	Il s'agit du droit qu'un État membre possède de pouvoir répondre directement à un autre État membre lorsque son intégrité est atteinte.
État membre	Un pays membre des Nations Unies nommé et accepté par l'Assemblée Générale suite à l'accord du conseil de sécurité. On compte présentement 193 États membres à l'ONU.
Motion	Une demande d'action, de faire quelque chose, lors de débats formels. Les motions sont votées par l'Assemblée.
Motion rejetée	Une motion invalide ou mal utilisée durant la conférence.
Quorum	Il s'agit du minimum d'États membres nécessaire pour que la rencontre puisse se dérouler. Il s'agit de 1/3 des États membres inscrit sur la liste du comité.
Rapporteur	Personne responsable de maintenir la liste des locuteurs, compter les votes et autres opérations administratives.
Signataire	Des signataires sont des États membre intéressés à discuter et à mettre de l'avant les propos d'un travail en cours. Un minimum de 20% d'une combinaison de signataires et de sponsors sont nécessaires pour qu'un travail en cours soit considéré par la chaise.
Simulation de l'OMC	Il s'agit d'une expérience éducative pour en apprendre davantage sur l'OMC et simuler les propos et action d'une conférence.

Sponsor	État membre qui crée le contenu d'un travail en cours. Un minimum de 20% d'une combinaison de signataire et de sponsor est nécessaire pour qu'un travail en cours soit considéré par la chaise.
Suspension de la rencontre	Suspension de la rencontre pour cause de débat informel. Il s'agit d'une motion proposée par un délégué pour suspendre les procédures formelles du débat.
Travail en cours	Brouillon sur lequel travaillent des délégations pour ensuite les faire adopter par les autres États membres de la conférence.
Vote à majorité	Il s'agit du seuil de vote nécessaire pour que la majorité des motions puissent passer. Il s'agit de 50% + 1.
Vote procédural	C'est un vote ouvert dans la conférence. Toutes les délégations doivent voter

LE CAS : LA COVID-19 ET LE MONDE

Mise en contexte :

Depuis plusieurs mois, nos vies ont changé : port du masque obligatoire, fermeture de l'économie, télétravail, baisse de la croissance économique ... la cause ? La Covid-19. Apparu dans la ville de Wuhan en Chine, le virus s'est répandu sur les cinq continents, totalisant 96 153 857 [3] cas. Parmi les pays les plus touchés (données du 20 Janvier 2021) :

- > Les Etats-Unis avec 24 246 830 [3] cas et 7 325,27 cas par 100 000 habitants ;
- > L'Inde avec 10 595 639 [3] cas et 767,8 cas par 100 000 habitants ;
- > Le Brésil avec avec 8 573 864 [3] cas et 4033,63 cas par 100 000 habitants ;
- > La Russie avec 3 574 330 [3] cas et 2499,27 cas par 100 000 habitants ;

Les taux de transmission et de reproductions élevés ont permis à cette pandémie de prendre des proportions notables et inimaginables. De plus, ses symptômes sont similaires à ceux de la grippe ou du rhume, rendant sa détection complexe. Néanmoins, il est possible d'en être atteint sans avoir les symptômes, ce qui augmente la possibilité de contaminer d'autres personnes. Enfin, il s'avère que le virus nuit particulièrement aux personnes âgées ou atteintes de maladies (diabète, asthme ...) que celles en bonne santé. Dans les cas les plus extrêmes, les risques de mortalité sont importants. Depuis le début de cette pandémie, 2 056 973 [3] personnes sont mortes, soit 2,1% des cas.

[3] Selon Radio Canada

Selon le magazine L'Observateur, même si les chances d'en mourir sont faibles, la maladie laisse derrière elle de graves séquelles sur le corps, surtout au niveau des poumons. Ainsi, depuis quelques mois, plusieurs pays parlent de vaccins qui immuniseraient contre la Covid-19 et permettraient à tous de reprendre un rythme de vie similaire à l'avant Covid-19. Parmi les compagnies offrant ces vaccins, on compte :

- > L'entreprise américaine Pfizer en alliance avec l'allemand BioNtech et Fosun Farma avec un taux d'efficacité de 95%
- > AstraZeneca et l'Université d'Oxford ont développé un vaccin à 70% d'efficacité
- > Le laboratoire Moderna et NIAID avec une efficacité de 94,5%
- > La compagnie chinoise Sinovac efficace à 50,4% suite aux essais cliniques au Brésil
- > La Russie a présenté deux vaccins : Spoutnik-V efficient à 91,4% et EpiVacCorona à 100%

Mais sont-ils vraiment efficaces ? Comment sont-ils distribués ? À quels coûts ? Cette question lance beaucoup de débat sur la scène internationale.

Plusieurs pays dont le Costa Rica, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Seychelles ont entamé la procédure de vaccination.

L'OMS [4] (Organisme mondial de la santé) de son côté parle d'un "échec moral catastrophique" de la part des pays prêts à vacciner leurs populations sans que les vaccins soient approuvés par l'OMS.

Depuis son apparition, la Covid-19 a mis en lumière plusieurs défaillances des systèmes dont celui de la santé. Les hôpitaux surchargés et les chirurgies reportées ont témoigné du manque de flexibilité de ce système.

[4] <https://news.un.org/fr/story/2021/01/1086972>

Or, ce qui revient principalement, ce sont les conséquences économiques et sociales engendrées par ce virus. Ainsi, plusieurs pays oscillent entre confinement et liberté de sa population. Restauration, tourisme, hôtellerie ou même construction, aucun secteur n'a été épargné.

Même si le coronavirus a ralenti l'économie, les pays ont tous bénéficié d'une baisse du taux de pollution. Télétravail, commerce en ligne, usines et écoles fermées, vols annulés : dorénavant, les déplacements sont limités. Selon Global News [5], les émissions de nitrogène dioxyde (NO₂) ont baissé de 30% à Montréal et de 40% à Edmonton. Du côté de l'Europe, La Tribune [6] parle d'une baisse de 61% du NO₂ en Espagne, une chute de 52 % pour la France et 48% pour l'Italie.

Malgré l'effet bénéfique sur l'environnement et la capacité des hommes et femmes à s'adapter à cette situation et trouver de nouvelles solutions, l'efficacité de ces alternatives sur le long terme commence à être remise en cause. Avec l'apparition d'un nouveau variant de la Covid-19 au Royaume-Uni et sa propagation dans près de 60 pays dont le Maroc et l'Afrique du Sud, il semble que les mesures restrictives seront mises en place à nouveau. Comment pourrions-nous sortir de cette situation ? Par quels moyens les organisations internationales peuvent-elles se préparer à une prochaine pandémie ? Quelles leçons pourrions-nous tirer de cette pandémie ?

[5] <https://globalnews.ca/news/6968741/coronavirus-pollution-environnement-canada/>

[6] <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/transitions-ecologiques/pollution-de-l-air-plastique-quel-est-le-bilan-environnemental-du-coronavirus-861658.html>



CAS 1 : ÉCONOMIE

"Les pires conséquences économiques depuis la Grande dépression de 1929". C'est ce qu'a dit Kristalina Gueorguieva [7], directrice générale du FMI (Fonds Monétaire International), lorsqu'elle a été questionnée sur l'impact de la pandémie sur l'économie mondiale.

Quand la situation a commencé à s'aggraver, les premières mesures prises par certains gouvernements ont été de confiner les habitants, limiter les heures d'ouverture et imposer la distanciation sociale dans les restaurants et magasins. Certains pays sont même allés jusqu'à fermer leurs frontières.

Si ces solutions sont de bonnes options, elles ne le sont que pour une courte durée. Cela fait déjà plus d'un an que le virus est présent et les conséquences économiques sont graves.

En France, le PIB a baissé de 13,8% en un seul trimestre. En Inde, c'est une chute de 23,9% du PIB qui a été enregistré entre avril et juin. Du côté des Etats-Unis, le PIB a diminué de 1,3% au premier trimestre et de 9,5% au deuxième. À l'échelle mondiale, une chute 3% du PIB est prévue.

[7] <https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20200409.OBS27303/le-coronavirus-provoque-les-pires-consequences-economiques-depuis-1929-previent-le-fmi.html>

Ce qui a marqué cette pandémie ont été les chocs sur les dépenses et les revenus en général. D'une part, plusieurs employés ont été licenciés et se retrouvent à dépenser beaucoup moins donnant lieu à une diminution de dépenses dans plusieurs secteurs d'activités. D'autre part, à cause des nombreuses mesures mises en place, plusieurs projets sont arrêtés ou ralentis et les échanges entre les pays sont limités, empêchant l'approvisionnement des entreprises en marchandises et créant un choc sur l'offre en général. Et c'est ainsi que s'est développée une spirale récessionniste.

Voici le cas de quelques pays qui témoignent des diverses façons de gérer et ultimement sortir de cette crise.

Australie :

Le gouvernement australien a décidé en août de mettre sa population sous confinement pour une durée de 3 mois, alors que le nombre de cas s'élevait à 700 cas par jour : un confinement strict limitant les déplacements des Australiens à 5 km de leur domicile au moment où toutes les enseignes étaient fermées afin de les encourager à rester chez eux. Le pays a aussi obligé le port du masque en dehors des foyers et a imposé des amendes dissuasives forçant le peuple australien à ne pas sortir. Il était aussi interdit de quitter sa ville sous peine d'avoir une amende d'environ 4800\$.

L'Australie s'est aussi coupé du monde en fermant ses frontières alors que 35 700 Australiens étaient à l'extérieur du pays. Le gouvernement a alors établi un quota de 4 000 personnes autorisées à entrer dans le pays par semaine. Les compagnies aériennes ont dû limiter le nombre de passagers à une trentaine par vol et ont privilégié les classes affaires, car elles sont plus rentables. Toute personne qui arrive dans le pays doit se confiner pour une période de 14 jours dans un hôtel surveillé par des soldats du 6ème et 7ème bataillon du régiment royal australien.

L'une des mesures les plus extrêmes a été de fermer les frontières entre les États.

Les conséquences économiques qui ont suivies la fermeture des frontières sont sévères. D'après ABC Australia [8], le PIB a baissé de 7%. Ceci s'explique par la diminution de 85,9% du PIB des services de transports tandis que cette baisse est de 39% pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et 22% pour le secteur des arts et divertissements.

Après ces 3 mois, l'Australie est sortie lentement de son confinement : le périmètre de déplacement s'est étendu à 25 km et les restaurants et magasins ont ouvert tout en accueillant un nombre limité de clients.

À présent, les chiffres varient entre 0 à 20 nouveaux cas journaliers dans le pays entier.

[8] <https://www.youtube.com/watch?v=IMB3zZhrIx4>

Suède :

La Suède est le seul pays d'Europe à ne pas confiner ses habitants. Les magasins, les restaurants et les écoles primaires sont toujours ouverts, mais les universités et écoles secondaires ont fermé leurs portes. En plus, le port du masque y est facultatif.

Le gouvernement suédois croit que c'est aux individus d'être responsables et que les mesures, comme le confinement et les masques, ne sont pas nécessaires. Malgré cela, le pays a décidé de limiter les regroupements à 50 personnes puis à 8. Les rassemblements publics ont, eux, aussi été interdits. Et depuis la fin de novembre, les bars ferment à 22h30 et la vente d'alcool est prohibée à partir de 22h.

Cependant, le pays a de plus en plus de difficulté à gérer la situation. En effet, le nombre de cas ne cesse d'augmenter et le nombre de morts aussi. Comparé à ses voisins, le nombre de décès est 4,5 fois plus important que celui du Danemark, 9 fois plus que la Finlande et 11 fois supérieur à celui de la Norvège. Pourtant, la Suède avait reçu plusieurs avertissements de la part des pays voisins mais n'y avait jamais prêté attention.

Du côté de la population, la majorité des Suédois faisait confiance à leur gouvernement et était en accord avec les décisions qu'il prenait. Or, plus le temps passe, plus les Suédois se disent victimes de la "Coronaskam"[9], une honte de la gestion de cette crise sanitaire.

À présent, le nombre de cas continue d'augmenter atteignant plus de 5000 cas par jour et totalisant plus de 437 000 cas et près de 9000 décès en fin 2020.

[9] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/en-suede-les-habitants-ont-la-coronaskam-la-honte-de-la-strategie-du-pays-face-au-covid-19_6064872_3210.html

États-Unis :

Lorsque la pandémie a débuté, les actions varient entre les différents États : certains ont mis en place des mesures strictes (confinement, port du masque, ...) alors que d'autres ont préféré ne pas adopter de restrictions.

Aux États-Unis, plusieurs mouvances voient les mesures limitant la propagation du virus comme une atteinte à leur liberté, une liberté individuelle prônée par les États-Unis depuis leur indépendance. Ces derniers opposent le fait d'être contraint à rester chez eux, à limiter leurs déplacements et de porter un masque. Le port du masque n'étant pas obligatoire au niveau fédéral, certaines enseignes l'obligent et d'autres non. Certains restaurants acceptent uniquement ceux qui ne portent pas de masques, d'autres refusent ceux qui ne le mettent pas. De plus, un agent de sécurité a été roués de coups par des clients après qu'il leur a interdit l'entrée puisqu'ils n'avaient pas leurs masques

Le système décentralisé des États-Unis rend la gestion de la crise encore plus compliquée car chaque État décide de son propre règlement. Il faut aussi dire que la présidence de Donald Trump a rendu cette gestion d'autant plus difficile vu sa position anti-Covid-19. En effet, depuis son apparition, le coronavirus était vu comme un virus qui n'allait guère affecter les États-Unis. Donald Trump avait même annoncé publiquement que ce virus provenait de l'Institut de virologie de Wuhan. En plus de cela, il refusait de porter un masque et minimisait les conséquences du virus, incitant ses partisans à le suivre et à manifester leurs intérêts. Cette situation a profité à la chaîne One America News qui défend toujours la politique de Trump et a diffusé durant cette période de pandémie des théories complotistes et a démenti les conséquences du virus sur la santé.

Bien que les mesures soient légères, l'économie des Etats-Unis a quand même souffert et les habitants aussi : le nombre de personnes au chômage a augmenté de 4,5 millions de personnes en avril et il continue d'augmenter tandis que les ménages épargnent plus que d'habitude. Au final, le PIB a baissé de 32,9%.

Nouvelle-Zélande :

La digitalisation a été l'une des armes de la Nouvelle-Zélande pour contrer le virus. En effet, une fois le confinement débuté, le pays a mis en place une application qui permettait de suivre les déplacements des habitants. Un site a même été créé pour dénoncer ceux et celles qui ne respectent pas les mesures. Ainsi, cette digitalisation des informations a limité la propagation du virus puisque les déplacements étaient limités.

Le confinement a aussi été très stricte : restaurants et magasins fermés, port du masque obligatoire et interdiction des rassemblements jusqu'à ce que le nombre de cas soit nul.

Il ne faut pas oublier que le fait que le pays soit une île et que l'effectif de la population soit petit a facilité la fermeture des frontières et la limitation du développement du virus.

Le déconfinement s'est fait très lentement et sûrement : petit à petit, les enseignes ouvrent, mais le port du masque reste obligatoire.

En somme, depuis le début de la pandémie, la Nouvelle-Zélande a recensé 2219 cas dont 25 décès pour une population totale de 4,886 millions. À présent, les cas infectés varient entre 0 et 8 et sont constitués de personnes venant de l'étranger testés positifs lors de leur quarantaine. Cela n'a pas empêché l'île d'organiser un festival regroupant 20 000 personnes à Waitangi le 16 Janvier 2021.

PROBLÉMATIQUE :

L'OMC annonce une baisse du commerce mondial des marchandises en volume de 9,2% en 2020. L'organisation continue d'insister sur le fait que toutes les prévisions sont incertaines en vue du développement de la Covid-19. C'est précisément pour cette raison qu'il faut agir rapidement et limiter les effets de cette pandémie sur les pays concernés, sans oublier que pour les plus démunies, cette situation ne fait qu'aggraver leurs conditions de vies et leurs perspectives de développement. Ainsi, comment sortir de la crise économique en pleine crise sanitaire, dans un monde où les mesures prises sont différentes et les pays inégaux ?

OBJECTIFS :

- Pourquoi l'OMC est concernée et doit agir ?

Dans un objectif d'améliorer et augmenter les échanges entre les pays, l'OMC compte sur ses membres pour trouver un moyen de faire prospérer leurs économies tout en limitant la propagation du virus. Pour cela, l'OMC doit agir pour maintenir les échanges tout en assurant un cadre sécuritaire pour la santé des individus.

- Comment l'OMC doit agir ?

Puisque tous les États membres sont concernés, l'OMC compte sur eux pour trouver des solutions qui avantageront l'ensemble des membres de l'organisation. Ces solutions doivent être réalistes et opérables le plus tôt et le plus facilement possible.

CAS 2 : COALITION INTERNATIONALE

L'OMC a été créée dans le but de faciliter et réguler le commerce entre ses 164 États membres. S'appuyant sur les règles du GATT, l'Organisation mondiale du commerce encourage les échanges internationaux et demande alors une coopération mondiale.

Depuis sa création, l'OMC a fait augmenter le PIB de chacun des membres de 4,51% en moyenne alors que les pays non-membres ont vu une baisse du PIB de près de 0,96% en moyenne.

À titre d'exemple, grâce à l'Accord sur les Technologies de l'Information (ATI) signé en 1997, les droits de douane sur les produits TI ont été éliminés ce qui a favorisé le commerce de ces technologies pour l'ensemble des États membres générant plus de 5000 milliards de dollars américains en 2013.

Quelle est la place de la Covid-19 dans ce cadre ? Comme expliqué précédemment, la spécificité de ce virus est qu'il a perturbé l'économie mondiale sans épargner aucun pays. En effet, depuis le début de la pandémie, la volonté de limiter la propagation du virus a forcé les pays à fermer leurs frontières et limiter les échanges. En suivant les volontés de l'OMC, ses membres devraient développer leurs économies tout en préservant la santé de leurs habitants.

Le Taipei Chinois, membre de l'OMC depuis 2002, constitue l'exemple du membre ayant le mieux géré cette crise en alliant protection de la santé et développement économique

CAS 2 : COALITION INTERNATIONALE

L'OMC a été créée dans le but de faciliter et réguler le commerce entre ses 164 États membres. S'appuyant sur les règles du GATT, l'Organisation mondiale du commerce encourage les échanges internationaux et demande alors une coopération mondiale.

Depuis sa création, l'OMC a fait augmenter le PIB de chacun des membres de 4,51% en moyenne alors que les pays non-membres ont vu une baisse du PIB de près de 0,96% en moyenne.

À titre d'exemple, grâce à l'Accord sur les Technologies de l'Information (ATI) signé en 1997, les droits de douane sur les produits TI ont été éliminés ce qui a favorisé le commerce de ces technologies pour l'ensemble des États membres générant plus de 5000 milliards de dollars américains en 2013.

Quelle est la place de la Covid-19 dans ce cadre ? Comme expliqué précédemment, la spécificité de ce virus est qu'il a perturbé l'économie mondiale sans épargner aucun pays. En effet, depuis le début de la pandémie, la volonté de limiter la propagation du virus a forcé les pays à fermer leurs frontières et limiter les échanges. En suivant les volontés de l'OMC, ses membres devraient développer leurs économies tout en préservant la santé de leurs habitants.

Le Taipei Chinois, membre de l'OMC depuis 2002, constitue l'exemple du membre ayant le mieux géré cette crise en alliant protection de la santé et développement économique.

Le Taipei Chinois :

Depuis le début de la pandémie, 800 cas ont été enregistrés dont 7 morts. La première solution a été le contrôle des frontières. Le Taipei Chinois a fermé les frontières en mars en autorisant seulement les résidents à pénétrer sur son territoire. Ces derniers, une fois arrivés, sont surveillés au niveau de leurs symptômes et doivent se confiner pour une durée de 14 jours.

Ensuite, le gouvernement a distribué des masques “Made In Taiwan” à ses 23,57 millions d’habitants : des masques que le gouvernement refuse d’exporter afin d’éviter toute pénurie. De plus, Taiwan dispose d’un système de suivi des contacts leur permettant de connaître les personnes potentiellement atteintes de la Covid-19. Même lorsque le résultat du test est négatif, toute personne en contact avec un cas infecté doit se confiner pour 14 jours.

Le vrai avantage du Taipei Chinois est que le pays a déjà fait face à des pandémies qui lui ont coûté cher comme le SRAS en 2003, la grippe porcine et la grippe aviaire. Ainsi, non seulement le gouvernement avait déjà un plan mis en place pour contrer la maladie, mais les habitants, eux aussi, étaient déjà familiarisés avec les mesures à prendre comme se laver les mains et porter des masques.

Au vu du nombre très faible de nouveaux cas, oscillant entre 0 à 5 par jour, Taipei a organisé le “Road to Ultra Music Festival” en novembre qui a accueilli 10 000 taiwanais, et ce, sans augmenter le nombre d’infectés.

Ainsi, Le Taipei Chinois témoigne de l'importance d'avoir un plan d'action pour contrer les crises sanitaires. Il est donc primordial que l'OMC encourage ses membres à suivre cet exemple pour, d'une part, limiter la propagation du virus, et d'une autre, éviter le plus possible les conséquences économiques qu'il engendre. En effet, alors que les prévisions de croissance mondiale sont négatives, le Taipei Chinois est l'un des seuls pays membres à prévoir une croissance de plus de 1,5% pour 2020 et 3,9% pour 2021. Par exemple, pour le premier trimestre 2020, le PIB a haussé de 2,2%, alors qu'au deuxième trimestre, il a baissé de 0,6%. Au contraire, aux États-Unis, la croissance aux premier et deuxième trimestres 2020 a été de +0,3% et -9,5%. Au Japon, on enregistre une baisse de 1,8% et 9,9%.

PROBLÉMATIQUE :

Étant donné que le coronavirus s'est propagé à cause des échanges et des flux humains, c'est le caractère mondial qui a aggravé la situation. Ainsi, pour être efficace, les changements doivent se faire au niveau national et international. Cela dit, une coalition mondiale est nécessaire et se montre comme l'outil garantissant un meilleur contrôle de la situation.

De cette manière, comment les pays peuvent-ils, tous ensemble, contrer les effets néfastes du virus sur l'économie ? Comment peuvent-ils s'assurer d'être mieux préparés afin d'affronter les prochaines crises sanitaires ?

OBJECTIFS :

- **Pourquoi l'OMC est concernée et doit agir ?**

L'OMC, se chargeant de la favorisation du commerce mondial, voit à la baisse les échanges entre les pays du monde entier. De cela résulte des conséquences graves sur l'économie de tous les pays car les frontières sont fermés dans un monde où les pays sont de plus en plus interdépendants. Plus précisément, l'OMC est concernée car elle doit profiter de cette situation critique pour renforcer les liens entre ses membres et éviter les conséquences d'une future crise qui pourrait, encore une fois, remettre en cause sa légitimité.

- **Comment l'OMC doit agir ?**

Puisque tous les pays membres sont concernés, l'OMC compte sur eux pour trouver des solutions qui avantageront l'ensemble des membres de l'organisation. Ces solutions doivent être réalistes et efficaces.

CAS 3 : DÉVELOPPEMENT DURABLE/ ENVIRONNEMENT

Autre qu'encadrer les échanges mondiaux, l'OMC s'engage aussi à protéger l'environnement, et ce depuis l'Accord de Marrakech (1994). Dans cette optique de développement durable, l'OMC veut réduire la pollution de l'air et protéger la surexploitation de diverses espèces maritimes.

L'OMC a donc mis en place plusieurs accords dans le cadre du développement durable comme l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires visant à limiter les effets des produits phytosanitaires et garantir la protection des végétaux.

Grâce au Comité du commerce et de l'environnement, organe phare de l'OMC, le comité est un lieu de débat et de négociation sur le développement durable.

En plus de cela, elle participe étroitement avec l'ONU à la réalisation du Programme de développement durable des Nations Unies à l'Horizon 2030 et travaille avec le département des affaires économiques et sociales de l'ONU afin de réaliser les Objectifs de Développement durable (ODD). Parmi les domaines d'implication de l'OMC, on compte ODD 4 : bonne santé et bien-être, ODD 8 : travail décent et croissance économiques, ODD 10 : inégalités réduites et ODD 14 : la vie aquatique.

Depuis l'apparition de la Covid-19, l'émergence du télétravail et des cours en ligne a grandement diminué les déplacements. En outre, les restrictions d'entrée des pays avec l'autorisation d'entrer sur leur territoire pour les citoyens uniquement a limité les vols et entraîné une diminution des émissions des gaz à effet de serre. Dans certaines villes comme Los Angeles et New Delhi, les habitants ont pu profiter du ciel bleu et d'un air un plus propre [10]. En parallèle, les villes côtières comme Venise ont vu leurs eaux s'éclaircir et se nettoyer. En général, la pollution de l'air a baissé de 54% à Paris [11], 19% à Sydney et 29% à Los Angeles.

De plus, la pandémie et les mesures mises en place entraînent une certaine pollution due aux masques, gants et flacons de gel hydroalcoolique. En effet, nombreux sont ceux qui jettent leurs masques inutilisables dans la rue et les espaces verts, ce qui affecte l'effet « bénéfique » qu'a la pandémie sur notre planète. Les masques chirurgicaux dégradables prennent tout de même 400 ans pour disparaître. Suite aux mesures concernant le masque dans plusieurs pays, les entreprises sont nombreuses à avoir développé leur propre masque réutilisable.

Le ralentissement des activités de pêches a nui à plusieurs marchands. Par exemple, en Équateur, les vendeurs de mahi-mahi [12] ont dû augmenter les prix pour vendre leurs produits, mais la demande était trop basse rendant cette activité non rentable. D'un autre côté, ce ralentissement des activités maritimes a permis aux espèces de se reposer des activités touristiques et économiques et surtout de pouvoir se reproduire. Pour autant, il faut entre 10 et 15 ans de diminution de la pêche afin que les espèces maritimes se reproduisent et augmentent leurs effectifs considérablement.

[10] <https://www.youtube.com/watch?v=5awa3cW6RmM>

[11] <https://www.youtube.com/watch?v=hr4rGLI0FUc>

[12] C'est un poisson que l'on peut trouver dans les régions tropicales et subtropicales de tous les océans, et occasionnellement en mer Méditerranée

Grâce à la baisse des flux maritimes dû au ralentissement du tourisme maritime et des flux maritimes économiques, l'acidification, le réchauffement et la désoxygénation de l'océan réduisent, mais il faut, encore une fois, plusieurs années pour que les effets sur les océans puissent être réellement ressentis.

PROBLÉMATIQUE :

Il serait intéressant de voir, dans une optique de développement durable, quelles sont les alternatives utilisées en temps de pandémie qui devraient se transformer en habitude dans les années suivantes ? En d'autres mots, devrions-nous encourager les entreprises et les individus à adopter des habitudes et des tendances qui favorisent autant l'économie que l'environnement à long terme?

OBJECTIFS :

- Pourquoi l'OMC est concernée et doit agir ?

L'OMC milite depuis sa création en faveur du développement durable. La crise sanitaire actuelle a démontré les effets bénéfiques occasionnés par notre nouveau mode de vie. Pour cela, l'OMC souhaite apprendre de cette situation et invite tous ses membres à réfléchir aux alternatives qui pourraient s'inscrire dans notre quotidien après la Covid-19. De cette manière, les pays se dirigeront vers une économie de plus en plus verte.

- Comment l'OMC doit agir ?

Puisque tous les États membres sont concernés, l'OMC compte sur eux pour trouver des solutions qui s'adapteront à l'ensemble des membres de l'organisation.

CONCLUSION GÉNÉRALE

En somme, la crise sanitaire a démontré les défaillances de nos systèmes. Que ce soit au niveau des hôpitaux, des commerces ou des gouvernements, l'adaptation s'est faite difficilement. Au niveau des gouvernements, différentes approches existent, allant d'un confinement strict à une liberté totale. De même, tous les secteurs ont été frappés par la crise et nombreux commerces ont mis fin à leurs activités. Pourtant, certains ont su s'adapter en fonction de la situation : commerce en ligne, télétravail et cours en ligne sont des solutions efficaces mais tout de même critiquées par plusieurs (étudiants, professeurs, employés et entrepreneurs).

À l'exception du Taipei Chinois, tous les pays de l'OMC ont gravement souffert de la crise. Mais la Covid-19 a aussi été bénéfique à notre planète grâce au ralentissement des déplacements et des activités polluantes. À présent, il est nécessaire de trouver, tous ensemble des solutions dans le but d'allier maîtrise du virus et croissance économique.

Trois approches sont possibles :

- Le cas 1 vise à trouver des solutions afin de continuer les activités économiques tout en diminuant le nombre de cas infectés.
- Le deuxième cas a pour objectif d'user des habilités de négociations des membres de l'OMC pour trouver, tous ensemble, un moyen de gérer cette crise sanitaire à l'échelle nationale et surtout, internationale, ainsi que de prévenir les prochaines crises.

- Enfin, l'OMC veut aussi propager le développement durable au sein des pratiques de ses pays membres et pour cela, le cas 3 demande à maintenir les effets bénéfiques de la Covid-19 sur le long terme, une fois la crise dépassée.

Maintenant il est de votre devoir, en tant que pays membre de l'OMC, de vous renseigner sur la situation de votre pays au sujet des trois cas et de choisir celui qui vous semble le plus pertinent à discuter.



TEAM
GEOPOL
HEC

SRA